

Des relations toujours sous tension

Suisse, électricité et UE

Matthias Finger, Prof. Emeritus, EPFL

Message et structure

- Dès le début (années 50), les entreprises suisses (entreprises d'électricité d'importance nationale) étaient au cœur de l'échange d'électricité en Europe (UCPTE, l'étoile de Laufenburg...) jusqu'au début des années 90
- Il y a récemment beaucoup «d'excitation» à propos de la sécurité d'approvisionnement... mais il ne faut pas s'en étonner
- Un peu d'histoire peut toujours être utile...
- La tempête parfaite, que personne n'a anticipée
- Et maintenant?

L'«excitation» actuelle

Pénurie d'électricité et de gaz -- 100 morts, 1000 blessés:
c'est ce qui menace la Suisse en cas d'**épuisement de l'énergie**
(*Aargauer Zeitung*, 13.7.2022)

Dans la *NZZ am Sonntag* (7.8.2022), le président de l'ElCom,
M. Luginbühl, a néanmoins conseillé de stocker des **bougies**,
des piles pour **lampes de poche** et du **bois de chauffage**.

Raréfaction de l'électricité – Qui sera privé d'énergie et pour
combien de temps? (*20 Minuten*, 20.7.2022)

La directrice d'Ems-Chemie, Magdalena Martullo-Blocher
(52 ans), met en garde contre l'effondrement du réseau:
«**La Confédération doit** ordonner de remplir les lacs de
retenue» (*Blick*, 16.7.2022)

Le président du PLR, M. Burkart, veut faire tourner plus
longtemps les centrales nucléaires
(*Solothurner Zeitung*, 24.7.2022)

Simonetta Sommaruga en **mission gaz** aux Pays-Bas
(*Weltwoche*, 24.3.2022)

- Dans un premier temps, le **Conseil fédéral lance des appels aux économies**. Il appelle les citoyens et citoyennes et les entreprises à limiter d'eux-mêmes leur consommation d'électricité.
- Si cela ne suffit pas, il y aura des **restrictions de consommation**. Par exemple, «l'exploitation des saunas ou des remontées mécaniques sera interdite», a déclaré M. Küng. La réduction de l'éclairage public et l'allègement des horaires des transports publics est également possible.
- Vient ensuite le **contingentement**, et ce uniquement pour les entreprises. «Nous disons aux entreprises qu'elles ne peuvent plus consommer qu'une certaine quantité d'électricité contingentée, et les entreprises doivent ensuite mettre cela en œuvre de manière autonome.»
- Si tout se passe mal, il y aura des **coupures de réseau** pour tous, mais pas sur l'ensemble du territoire. Selon le directeur d'Ostral, M. Küng, les gestionnaires de réseau «coupent de manière cyclique certains quartiers pendant une certaine période selon des plans bien définis».

Nos relations avec l'UE n'ont jamais été faciles

- 1996: début de la libéralisation du marché européen de l'électricité (et du gaz) (1^{er} paquet énergie) → L'UE prend l'initiative
- 2003: ITC (Inter-TSO-Compensation); 2^e paquet énergie (ouverture du marché, régulateurs indépendants)
- 2003: black-out → l'attitude change mais il y a toujours de la bonne volonté
- 2003: ERGEG → Suisse exclue
- 2006: «Initiatives régionales» → CH marginalisée par D et F
- 2009: 3^e paquet énergie (ACER, ENTSO-E, codes réseau)
- 2014: vote sur l'initiative sur l'immigration de masse → la fin de l'approche bilatérale → pas d'accord sur l'électricité avant un accord-cadre institutionnel
- 2014: M. Barroso remplacé par M. Juncker; Brexit en 2016
- 2019: 4^e paquet énergie ou «Clean Energy Package»; depuis lors: marginalisation progressive de la Suisse (exclusion de l'intraday, et non-participation au day-ahead; ACER)
- 1992: référendum sur l'Espace économique européen → Début de l'approche bilatérale (Accords bilatéraux I, 1999; et II, 2004)
- Bonnes «relations électriques» techniques avec l'UE → exploration d'un «accord technique»
- 1999: ETRANS; participation aux forums de l'UE
- 2002: rejet de la LME (loi sur le marché de l'électricité) → toujours pas besoin d'un accord bilatéral
- 2006: Swissgrid; 2007: LApEl (loi sur l'approvisionnement en électricité)
- 2007: début des négociations formelles pour un accord bilatéral sur l'électricité → bonne volonté (réunion des ministres de l'énergie)
- 2014: initiative sur l'immigration de masse → fin des discussions sur l'accord sur l'électricité
- 2017: transition énergétique 2017 décidée (même si elle n'est pas réalisable sans accord sur l'électricité)
- 2018: réouverture de la discussion pour l'accord sur l'électricité

Mai 2021: fin des négociations d'un accord-cadre institutionnel

La tempête parfaite

- Swissgrid met en garde depuis 2015 contre les problèmes de sécurité d'approvisionnement en hiver/printemps, repris par l'ElCom
- Aggravés par les relations entre la Suisse et l'UE dans le domaine de l'électricité: pas de couplage des marchés
 - stabilité du réseau (flux en boucle, commerce à l'échelle de l'UE)
 - augmentation des coûts d'équilibrage et de redistribution
 - capacité d'importation (réduite en raison des flux en boucle)
- Aggravés par la disponibilité de l'électricité, notamment en France (disponibilité des centrales nucléaires françaises)
- Aggravés par la sécheresse en France (saisonnnière, espérons-le)
- Aggravés par la guerre en Ukraine:
 - disponibilité du gaz pour la production européenne d'électricité
 - disponibilité du gaz pour la Suisse
 - pas d'accord sur le gaz non plus et pas de législation européenne sur le gaz transposée quelle qu'elle soit
- Aggravés par la transition énergétique en Suisse: les centrales nucléaires
- Aggravés par l'électrification: pompes à chaleur et VE
- Aggravés par le manque de développement des énergies renouvelables autres que le solaire

Et maintenant?

- La Suisse n'a pas de véritable plan B
- Option discutée: solaire massif
 - lent
 - ne résout pas le problème de l'hiver/printemps
 - tue le prix de l'eau en été
- Option discutée: garder les barrages pleins
 - les barrages ne sont pas un remplacement de stockage saisonnier
 - qui paie les coûts d'opportunité?
- Option discutée: centrales électriques au gaz
 - problème d'emplacement, trop lent, problèmes de chaîne d'approvisionnement
 - accord de Paris, objectifs climatiques, cohérence des politiques publiques
 - pas d'accord sur le gaz avec l'UE, pas de transposition des directives européennes sur le gaz
 - peu de gaz disponible
- Alternative:
 - fond d'investissement d'urgence pour le développement national des énergies renouvelables
 - entreprise publique pour construire et opérer la production par les énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie)
 - législation d'urgence qui soutient tout cela